



**Trait-d'Union, association fribourgeoise pour la promotion de l'action sociale fête ses 10 ans d'existence. A cette occasion, l'association propose une double réflexion sur « Les synergies entre action sociale, économique et politique au service d'une société plus juste » et sur le « Sens du travail social contemporain dans un contexte de restriction »**

Née de l'initiative de professionnel-le-s de l'action sociale, convaincu-e-s que la défense des intérêts des plus démunis et que la promotion de bonnes collaborations interprofessionnelles et interinstitutionnelles est nécessaire à une société plus juste, Trait d'union tente depuis 10 ans de décloisonner les services en permettant aux professionnel-le-s de l'action sociale de mieux se connaître, mais encore en favorisant les échanges autour des problématiques rencontrées dans leur quotidien. De façon constructive, Trait d'union a organisé depuis 2006 près de 50 visites, conférences, débats et actions. A ce jour, l'association compte plus de 130 membres qui interviennent auprès de 50 services, institutions, associations et fondations du canton de Fribourg.

À l'occasion d'une journée de mobilisation de ses membres au centre-ville de Fribourg, Trait d'union a tenu à interroger la population sur **le lien entre économie et social**. En sortant de l'idée que le/la travailleur-euse social-e serait l'expert-e de ce que devrait être ce lien avec le social et à l'inverse l'entrepreneur-e, l'expert-e du lien avec l'économie, Trait d'union a défendu une logique de complémentarité entre ces deux secteurs. Un micro-trottoir<sup>1</sup> réalisé sur les représentations en lien aux entreprises sociales a permis de regrouper les réactions du public fribourgeois comme autant de possibilités de promouvoir une économie différente, faisant une réelle place à l'humain.

Différents espaces d'échange ont permis d'identifier durant la journée les luttes communes à ces deux secteurs. Un détour par l'histoire d'Alfred Bochud<sup>2</sup>, (1847-1919), instituteur du canton, qui s'insurgea contre le travail de nuit des enfants et fut contraint à la démission, mit en exergue l'importance du contexte socio-politique dans le rapport de force qui a tendance à opposer social et économie. La présentation du Programme Interservices de Travail Social Communautaire (PITSC)<sup>3</sup> mis en place depuis 2012 par la commune de Marly a mis en valeur une initiative originale qui articule un projet social, économique et politique. L'engagement par la commune de personnes à risque de tomber durablement à l'assistance participe non seulement à leur réinsertion économique, sociale et professionnelle, mais aussi à l'amélioration de l'environnement de la cité et de l'image des bénéficiaires de l'aide sociale. L'engagement de ces améliorateurs d'environnement, en fonction de leurs compétences et des besoins de la cité, redonne une réelle marge de manœuvre aux bénéficiaires, mais également au travailleur social, qui pour le coup fonctionne comme agent de placement, soucieux du bien-être de l'humain et de la communauté.

---

<sup>1</sup> Le micro-trottoir réalisé par Trait d'union et l'équipe de Dockmobile est visible sous : <https://vimeo.com/182733100>.

<sup>2</sup> Société d'histoire du canton de Fribourg (2016) *Fribourgeois. Un dictionnaire des anonymes, des inconnus, des oubliés 1840-2015*,

<sup>3</sup> Plus d'informations sur le PITSC sous : <http://www.marly.ch/sante-social/pitsc.html>.

A l'occasion de cette journée et à la veille des élections cantonales, Trait d'union a voulu interroger le rôle du politique dans la promotion d'une économie sociale et solidaire. Une table ronde réunissant en fin de journée des acteurs-trices du social, des acteurs-trices spécifiques du champ de l'insertion et des représentant-e-s des principaux partis politiques du canton a permis de pointer les conditions cadres devant être défendues pour développer les synergies entre économie et social et ce au service du développement d'une société plus juste.

Sophie Swaton<sup>4</sup>, maître d'enseignement et de recherche, a précisé que l'économie sociale représente 10% des emplois dans toute l'Europe. Défendant le principe d'entreprises sociales de type démocratique, elle a tenu à mettre en garde contre les dérives d'un certain « charity business » et a défendu les principes d'autonomie, de libre adhésion, d'activités réelles comme condition « sine qua non » d'un développement serein de ces entreprises au service de l'humain. Martine Charbon et Raphaël Gerber, assistant-e-s sociaux-ales, se sont inquiétés de l'impact de certaines mesures d'insertion promues par les services sociaux, en défendant la diversification des offres, la capacité des entreprises à s'adapter aux besoins de la personne et la mise en place de réels suivis en deçà de la mesure. En lien à la réalité grandissante des « working poor », ils ont défendu le principe d'un salaire minimum permettant à chacun de vivre dans la dignité. Patrick Bossy, responsable de site à Villars-sur-Glâne pour l'association Ritec<sup>5</sup>, entreprise sociale active dans l'insertion et Martine Fauché, responsable et coopératrice de la Crêperie Sucrésalé<sup>6</sup>, ont de leur côté défendu l'importance de casser les préjugés quant aux potentiels des personnes qu'elles rencontrent dans leurs entreprises respectives. Il s'agit de valoriser chacun-e dans son travail, de dépasser certaines peurs, en proposant aux personnes un cadre favorable pour reprendre pied dans la vie.

Les présidents de partis et de groupes au grand conseil des principales tendances politiques du canton ont eu l'occasion de défendre leur point de vue et répondre aux interpellations de la population fribourgeoise quant au rôle du politique. Un sondage réalisé en parallèle du micro-trottoir proposait plusieurs pistes : bâtir des ponts entre le monde économique et social, par la promotion de politiques d'activation de l'économie sociale, mais aussi par la promotion de politiques incluantes au sein des entreprises « traditionnelles » ; sensibiliser les entreprises aux coûts humains de certaines de leurs décisions et à leur responsabilité en termes de cohésion sociale.

Si cette journée de mobilisation organisée par Trait d'union a nécessité un investissement important, la qualité des échanges qui ont eu lieu avec la population fribourgeoise a démontré l'importance pour les acteurs du social d'amener le débat au sein de la cité et d'encourager des réflexions décroisées et riches.



---

<sup>4</sup> Swaton.S, (2011) *Une entreprise sociale peut-elle être « sociale » dans une économie de marché ?* Les éditions de l'hèbe, Charmey

<sup>5</sup> Plus d'informations sur RITEC sous : <http://www.verein-ritec.ch/fr>.

<sup>6</sup> Plus d'informations sur la Crêperie Sucrésalé sous : <http://www.creperie-sucresale.ch/>